

# Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 1<sup>er</sup> février 2024

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	54
Contre :	5
Pour :	47
Abstention :	2
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-quatre, le 26 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 20 h.

**Sont présents :**

**En qualité de titulaires :**

M. LE SCORNET, *Président*, M. VALPREMIT, *1<sup>er</sup> Vice-Président*, M. SOUTIF, *2<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *3<sup>ème</sup> Vice-Président (visio)*, Mme RONDEAU, *4<sup>ème</sup> Vice-Présidente*, M. COULON, *5<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BORDELET, *6<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. RAILLARD, *7<sup>ème</sup> Vice-Président*, Mme D'ARGENTRE, *8<sup>ème</sup> Vice-Présidente (visio)*, M. COISNON, *9<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. DELAHAYE, *10<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BONNET, *11<sup>ème</sup> Vice-Président*, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, Mme NEDJAAÏ (*visio*), MM. RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY (*visio*), NEVEU, BETTON, CARRE, Mme FOURNIER, MM. TALOIS, GARNIER, PILLAERT (*visio*), Mme LANDEMAINE (*visio*), MM. BULENGER (*visio*), BRODIN, TRANSON, GIFFARD, Mmes SOULARD, LELIEVRE, M. REBOURS, Mme LEROUX, MM. NICOUX, GUERAULT, MOTTAIS, Mme JONES, M. TRIDON (*visio*), Mme ROUYERE, M. FAUCON, Mme GENEST.

**En remplacement du titulaire absent :**

M. BEAUJARD donne pouvoir à M. CARRE  
M. MARIOTON donne pouvoir à M. LE SCORNET  
M. DOYEN donne pouvoir à M. VALPREMIT  
M. MOUTEL donne pouvoir à M. RENARD  
Mme THELIER donne pouvoir à Mme SOULARD  
M. PAILLASSE donne pouvoir à M. REBOURS  
Mme LEFOULON donne pouvoir à M. TALOIS  
Mme DESBOIS donne pouvoir à M. GUERAULT  
Mme SAULNIER donne pouvoir à M. BONNET  
Mme ES SAYEH donne pouvoir à Mme FOURNIER  
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à M. NICOUX

**Excusés :**

M. BOITTIN, Mme GONTIER, MM. RIOULT, PECCATTE.  
  
Mme RONDEAU a été désignée secrétaire de séance.

## **MM. VALPREMIT et SOUTIF exposent :**

Lors du conseil communautaire du 21 décembre 2023, il a été débattu et validé une nouvelle étape dans la coopération intercommunale, plan stratégique 2023-2026.

Dans un souci constant de rééquilibrage territorial ; à l'exemple du pôle culturel et jeunesse de Lassay ou bien encore le centre de santé de Martigné ; et forte de cette ambition, Mayenne Communauté doit jouer un rôle pivot. La collectivité accompagne les communes financièrement via le pacte financier et fiscal (enveloppe fonds concours classique à 3 millions auquel vient s'ajouter un fonds de concours thématique).

L'EPCI se met également aux services de ses communes par :

- l'action portée par le conseiller en économie partagé
- les permanences urbanismes organisées au sein des communes
- le travail engagé avec les secrétaires de mairie sur la mise en oeuvre d'une politique d'achat à l'échelle de notre territoire.

Mayenne Communauté entend également s'engager sur une mutualisation efficiente :

- le recrutement d'une secrétaire de mairie
- le recrutement d'un agent technique
- le recrutement d'un travailleur social pour accompagner les communes dans la gestion des situations sociales particulières.

Afin de répondre à ces objectifs, Mayenne Communauté doit s'appuyer sur des compétences solides et stratégiques. Certaines décisions communautaires se confrontent régulièrement à une difficulté d'appréciation de l'intérêt communautaire, qu'il s'agisse de la gestion d'un équipement public, d'une subvention à une association ou encore d'une demande d'aide spécifique pour une manifestation. L'intérêt communautaire, c'est le moyen de laisser aux communes les actions de proximité et de transférer à l'intercommunalité des missions qui, par leur coût, leur technicité, leur ampleur ou leur caractère structurant, s'inscrivent dans une logique intercommunale.

C'est pourquoi, il vous est proposé de réviser nos statuts et l'intérêt communautaire comme proposé ci-après.

Vu le code général des collectivités et notamment son article L. 5214-16 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015 M334 du 18 novembre 2015 portant sur la création de la communauté de Communes Mayenne Communauté ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-M-053 du 14 octobre 2019 portant constitution de Mayenne Communauté modifié ;

Vu la délibération n°53 du 20 juin 2019 portant sur la modification des statuts de Mayenne Communauté

Vu l'arrêté préfectoral du 14 décembre 2021 portant constitution de Mayenne Communauté modifié ;

Vu la délibération du 16 septembre relative à la détermination de l'intérêt communautaire prise en application du CGCT (L.5214-26)

Vu la délibération N°1 du 2 décembre 2021 portant sur la prise de compétence centre de santé

Vu l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> mars 2022 portant constitution de Mayenne Communauté modifié

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 relative à la réforme des collectivités territoriales « permettant aux EPCI à fiscalité propre d'aider l'une de leurs communes-membres à assumer une charge, souvent des charges de centralité, qui n'ont pas été mutualisées au niveau communautaire ou qui, sans être communautaire, intéressent plusieurs communes membres, justifiant une intervention de l'EPCI ».

Considérant la validation du document stratégique « Mayenne Communauté : une nouvelle étape dans la coopération intercommunale » lors du conseil communautaire du 21 décembre 2023

Considérant la volonté de la communauté de communes de se doter d'équipements économique permettant de répondre à ses besoins et à ceux des entreprises du territoire (organisation d'évènements économiques d'envergure, favoriser l'accueil des alternants ...)

Considérant la volonté de la communauté de communes de construire une politique cohérente et structurée des pratiques sportives en définissant les équipements sportifs d'intérêt communautaire  
Considérant l'opportunité de saisir des financements exceptionnels en cette année olympique ainsi que de bénéficier du soutien de l'Etat au titre de la DETR / DSIL

Considérant le développement de l'enseignement théâtral au sein du conservatoire de Mayenne Communauté

Considérant le taux d'utilisation du théâtre à plus de 80 % en nombre de jours d'utilisation pour les activités culturelles avec une prédominance pour le spectacle vivant

Considérant la volonté d'accompagner les associations caritatives et d'aide alimentaire sur le territoire de l'EPCI

Considérant l'avis favorable du bureau communautaire réuni le mardi 30 janvier 2024

**Il vous est proposé de modifier et compléter les statuts et l'intérêt communautaire comme défini ci-après :**

#### Compétences obligatoires

##### **2° Actions de développement économique**

- Mettre à jour en précisant : la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) Office de Tourisme

#### Compétences supplémentaires

##### **5° Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire :**

- La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements aquatiques d'intérêt communautaire.
- La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements d'athlétismes d'intérêt communautaire
- De reconnaître la halle d'athlétisme et la piste d'athlétisme comme équipement d'intérêt communautaire

##### **7° De réviser et compléter la compétence culturelle :**

Le réseau des bibliothèques et médiathèques :

- La médiathèque tête de réseau du Grand Nord à Mayenne
- La médiathèque du Pôle intercommunal culture et jeunesse à Lassay-les-Châteaux, 2e médiathèque du réseau
- Le réseau des bibliothèques de proximité

Le conservatoire à rayonnement intercommunal musique, danse et théâtre intégrant :

- Le site du Grand Nord à Mayenne
- Le site du Pôle intercommunal culture et jeunesse à Lassay-Les-Châteaux
- Les interventions en milieu scolaire

Le théâtre (3 place Juhel- Mayenne)

**8° De préciser la compétence enfance jeunesse :** La création et la gestion de lieux d'accueil jeunesse dans le cadre des ALSH jeunes : Local jeune de Mayenne

- Local jeune de Lassay
- Espace jeune du pôle intercommunal culture et jeunesse de Lassay

##### **13° De compléter nos statuts avec l'action sociale d'intérêt communautaire**

- De préciser l'intérêt communautaire en reconnaissant d'intérêt communautaire : subvention de fonctionnement et mise à disposition des locaux
  - Epicerie sociale de Mayenne portée par l'Association Mayennaise d'Insertion
  - Epicerie sociale de Lassay portée par l'Association Sociale Intercommunale
  - Restos du cœur de Mayenne

- La Croix rouge

#### **14° Construction, aménagement, entretien et la gestion des équipements économiques d'intérêt communautaire**

- De préciser l'intérêt communautaire en reconnaissant d'intérêt communautaire :
  - Hall des expositions (367 rue Volney, Mayenne)
  - La maison des alternants (9 rue de Grinhard, Mayenne)

Afin de pouvoir procéder aux modifications proposées, il est rappelé que la modification des statuts requiert la majorité qualifiée, soit les 2/3 des conseils municipaux représentant la moitié de la population ou l'inverse. Après délibération à la majorité simple du conseil communautaire sur une proposition de modification des statuts, les communes ont 3 mois pour se prononcer à compter de la date de notification. La décision du conseil municipal est réputée favorable si elle n'intervient pas dans ce délai.

Les communes devront délibérer et transmettre leurs décisions dans les délais requis de manière à ce que l'arrêté préfectoral portant modification des statuts de Mayenne Communauté puisse être pris.

Au-delà de cette révision, Mayenne Communauté va :

- engager une réflexion quant au maillage de la restauration collective sur notre territoire, peut être en nous appuyant sur le PAT
- poursuivre nos échanges sur l'évolution de la politique petite enfance sur notre territoire
- prolonger le dialogue sur l'action sociale d'intérêt communautaire, pour mémoire les communes ont émis le souhait de réfléchir à l'accueil d'urgence à l'échelle de l'EPCI.
- lancer le débat sur les terrains synthétiques de football, et ce, afin de répondre aux besoins émis par les usagers.

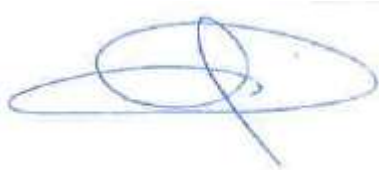
A cet effet, des groupes de travail vont être organisés dès le 1<sup>er</sup> trimestre 2024.

***Après délibération, le Conseil Communautaire, à la majorité (M. BRODIN et Mme GENEST s'étant abstenus et MM. MOTTAIS, TRIDON, FAUCON et Mmes JONES et ROUYERE ayant voté contre), valide les modifications statutaires proposées ainsi que les précisions apportées à l'intérêt communautaire.***

Mayenne, le 1<sup>er</sup> février 2024

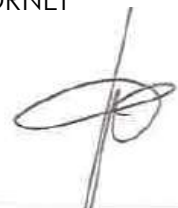
La secrétaire de séance,

Clémence RONDEAU



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET



## Annexe 1

### STATUTS DE MAYENNE COMMUNAUTÉ (version adoptée au conseil communautaire du 1<sup>er</sup> février 2024)

**Article 1<sup>er</sup>** : La Communauté de communes est composée des communes suivantes :

Alexain  
Aron  
Belgeard  
La Bazoge-Montpinçon  
Champion  
La Chapelle-au-Riboul  
Charchigné  
Commer  
Contest  
Grazay  
La Haie-Traversaine  
Hardanges  
Le Horps  
Le Housseau-Brétignolles  
Jublains  
Lassay-les-Châteaux  
Marcillé-la-Ville  
Martigné-sur-Mayenne  
Mayenne  
Montreuil-Poulay  
Moulay  
Parigné-sur-Braye  
Placé  
Rennes-en-Grenouilles  
Le Ribay  
Sacé  
Saint-Baudelle  
Saint-Fraimbault-de-Prières  
Saint-Georges-Buttavent  
Saint-Germain-d'Anxure  
Saint-Julien-du-Terroux  
Sainte-Marie-du-Bois  
Thubœuf

La communauté prend le nom de MAYENNE COMMUNAUTÉ.

**Article 2** : La communauté de communes Mayenne Communauté est créée pour une durée illimitée.

**Article 3** : Le siège de Mayenne Communauté est fixé au 10, rue de Verdun à Mayenne.

**Article 4** : Le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil communautaire de Mayenne Communauté sont fixés par l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2019 fixant la composition du conseil communautaire de la communauté de communes « Mayenne Communauté ».

**Article 5** : Les compétences de Mayenne Communauté sont modifiées. Les nouveaux statuts sont rédigés comme suit :

## **I. – COMPÉTENCES OBLIGATOIRES**

1° Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;

2° Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont **la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) Office de Tourisme**

3° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

4° Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

5° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

## **II. – COMPÉTENCES SUPPLÉMENTAIRES**

1° Politique du logement et du cadre de vie ;

1° bis En matière de politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

2° Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L. 2224-8 : Assainissement non collectif (assainissement collectif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026) ;

3° Eau (à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026) ;

4° Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

5° Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire :

- La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements aquatiques d'intérêt communautaire
- La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements d'athlétismes d'intérêt communautaire

6° Santé publique :

- Le Contrat Local de Santé
- La construction du Pôle pluridisciplinaire de santé de Mayenne
- La maison de santé de Lassay-les-Châteaux
- Création, gestion ou participation à un centre de santé

7° Culture :

- Le réseau des bibliothèques et médiathèques :
  - La médiathèque tête de réseau du Grand Nord à Mayenne
  - La médiathèque du Pôle intercommunal culture et jeunesse à Lassay-les-Châteaux, 2e médiathèque du réseau
  - Le réseau des bibliothèques de proximité
- Le conservatoire à rayonnement intercommunal musique, danse et théâtre intégrant :
  - Le site du Grand Nord à Mayenne
  - Le site du Pôle intercommunal culture et jeunesse à Lassay-Les-Châteaux
  - Les interventions en milieu scolaire
- Le Théâtre (3 place Juhel- Mayenne)
  - Le cinéma :
    - Le Vox à Mayenne
  - Le musée du Château de Mayenne
  - Les subventions aux associations culturelles et patrimoniales

8° Enfance-jeunesse

- Enfance :
  - Le Relais Assistantes Maternelles
  - La coordination et/ou l'animation enfance et l'évaluation des contrats de partenariat avec la CAF, la MSA et l'État (contrat enfance jeunesse...)
- La subvention à la micro crèche Aid'à dom à Mayenne
- Jeunesse : la coordination et/ou l'animation jeunesse et l'évaluation des contrats de partenariat avec la CAF, la MSA et l'État (CEJ, CTG Convention Territoriale Globale...)
- La gestion des ALSH accueils de loisirs à l'attention des jeunes de la fin de l'école élémentaire jusqu'au 18 ans sur les temps périscolaire et extra-scolaire
- La création et la gestion de lieux d'accueil jeunesse dans le cadre des ALSH jeunes
  - Local jeune de Mayenne
  - Local jeune de Lassay les châteaux
  - Espace jeune du pôle intercommunal culture et jeunesse de Lassay les Châteaux

9° Gestion d'équipements publics de proximité

Gestion d'équipements et opérations en vue de l'attractivité des bassins de vie ruraux de proximité reconnus au sens de la définition de l'INSEE :

- La Gendarmerie de Lassay-les-Châteaux
- La Gendarmerie du Ribay

10° Administration générale :

- La formation des élus municipaux et intercommunaux

11° Service d'incendie et de secours

- Actions en relation avec le SDIS 53 conformément aux textes en vigueur (loi 2007-811 du 13/08/2004 et dispositions réglementaires) :

- Recouvrement du contingent d'incendie
- Mise en œuvre de moyens opérationnels selon conventionnement avec le SDIS

12° Autorité Organisatrice de la Mobilité à compter du 1er juillet 2021 en référence à la Loi d'Orientation des Mobilités du 24 décembre 2019

**13 ° : Action sociale d'intérêt communautaire**

**14° Construction, aménagement, entretien et la gestion des équipements économiques d'intérêt communautaire**

**Article 6 :** Les recettes de Mayenne Communauté comprennent :

- Les ressources fiscales composées des taxes additionnelles sur les taxes foncières, taxe d'habitation et la cotisation foncière des entreprises (article 1609 nonies C du code général des impôts) et la DGF ;
- Le produit des taxes, redevances et contributions aux services assurés ;
- Le revenu des biens, meubles et immeubles, de la communauté de communes ;
- Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des personnes morales et physiques, en échange d'un service rendu ;
- Les subventions de l'Europe, de l'État, de la Région, du Département et des communes ;
- Le produit des dons et legs ;
- Le produit des emprunts.

## Intérêt communautaire

COMPÉTENCES	INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE
<b>I. – COMPÉTENCES OBLIGATOIRES</b>	
1° Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaboration d'un plan climat air énergie territorial (PCAET) et suivi des actions ;</li> <li>- Actions collectives ayant pour objectif la connaissance, la préservation du paysage et de l'environnement (faune, flore, milieux aquatiques) : plan bocager, zones humides, trames vertes, bleues, noires... ;</li> <li>- Dans le cadre de la mise en place d'une filière bois sur le territoire : l'équipement de stockage de bois et la participation au capital de la SCIC MBE (Mayenne bois énergie) ;</li> <li>- Subventions aux associations et partenaires agissant dans ce domaine ;</li> <li>- Des zones d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à créer pour mettre en œuvre les compétences de Mayenne Communauté et comprenant au moins 5 000 logements par ZAC ;</li> <li>- Les voies d'accès, giratoire et/ou carrefour pour la desserte des équipements intercommunaux ;</li> <li>- La participation au contournement de la Ville de Mayenne ;</li> <li>- La participation au développement des réseaux et des usages notamment par voie d'adhésion à des organismes dédiés.</li> </ul>
2° Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article <a href="#">L. 4251-17</a> ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) Office de Tourisme ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La stratégie en matière de développement du commerce ;</li> <li>- La définition des opérations d'aménagement commercial ;</li> <li>- L'observatoire du commerce ;</li> <li>- Des aides possibles à l'implantation, à la création et/ou au développement d'activités commerciales : <ul style="list-style-type: none"> <li>o l'aide aux communes pour monter des opérations de maintien du dernier commerce et trouver des repreneurs ;</li> <li>o aide à l'immobilier d'entreprises ;</li> </ul> </li> <li>- Des actions d'animation en partenariat avec la commune concernée.</li> </ul>
3° Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article <a href="#">L. 211-7</a> du code de l'environnement ;	
4° Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;	

COMPÉTENCES	INTÉRÊT
5° Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.	
<b>II. – COMPÉTENCES SUPPLÉMENTAIRES</b>	
1° Politique du logement et du cadre de vie ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Programme Local de l'Habitat (PLH) ;</li> <li>- Les aides directes aux communes ou aux bailleurs publics pour encourager les programmes de logements prévus dans le cadre du PLH ;</li> <li>- La participation à des opérations collectives proposées par l'État, le Département ou la Région en faveur du logement en matière d'insalubrité, d'accessibilité et de l'économie d'énergie tel que OPAH, OPAH-RU, PIG, PLH et tout dispositif ;</li> <li>- L'assistance pour le montage des dossiers communaux en matière d'habitat social ;</li> <li>- Le soutien aux organismes et associations œuvrant dans le domaine de l'habitat et d'énergie et dont l'objet exclusif concerne l'information des usagers sur le logement.</li> </ul>
1° bis En matière de politique de la ville : élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ; programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Et subventions aux associations et partenaires agissant dans ce domaine.</li> </ul>
2° Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article <a href="#">L. 2224-8</a> : <b>Assainissement non collectif</b> (assainissement collectif à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2026) ;	
3° Eau (à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2026) ;	
4° Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article <a href="#">27-2</a> de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.	
5° Développement et aménagement sportif de l'espace communautaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements aquatiques d'intérêt communautaire.</li> <li>- La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion des équipements d'athlétismes d'intérêt communautaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le centre aquatique intercommunal de Mayenne Communauté</li> <li>- La Halle d'athlétisme (Parc des sports, Mayenne)</li> <li>- La piste d'athlétisme (Parc des sports, Mayenne)</li> </ul>
6° Santé publique : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Contrat Local de Santé ;</li> <li>- La construction du Pôle pluridisciplinaire de santé de Mayenne ;</li> <li>- La maison de santé de Lassay-les-Châteaux</li> <li>- Création, gestion ou participation à un centre de santé</li> <li>-</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maison des adolescents ;</li> <li>- Subvention et tout conventionnement avec les associations et partenaires agissant sur la politique de santé publique et de prévention sur le territoire ;</li> <li>- Études portant sur la démographie médicale sur le territoire.</li> </ul>
7° Culture <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le réseau des bibliothèques et médiathèques :</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le festival « Croq' les mots, Marmots ! » et les conventions de partenariats avec d'autres EPCI pour sa réalisation</li> </ul>

COMPÉTENCES	INTÉRÊT
<ul style="list-style-type: none"> <li>○ La médiathèque tête de réseau du Grand Nord à Mayenne</li> <li>○ La médiathèque du Pôle intercommunal culture et jeunesse à Lassay-les-Châteaux, 2e site du réseau</li> <li>○ Le réseau des bibliothèques de proximité</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le conservatoire à rayonnement intercommunal musical, danse et théâtre intégrant :               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Le site du Grand Nord à Mayenne</li> <li>○ Le site du Pôle intercommunal culture et jeunesse à Lassay-Les-Châteaux</li> <li>○ Les interventions en milieu scolaire</li> </ul> </li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le cinéma               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Le Vox à Mayenne</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation à la SCIC Cinéma Le Vox.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le musée du Château de Mayenne</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Théâtre (3 place Juhel, Mayenne)</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les subventions aux associations culturelles et patrimoniales</li> </ul>	
<p>8° Enfance-jeunesse</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enfance :               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Le Relais Assistantes Maternelles ;</li> <li>○ La coordination et/ou l'animation enfance et l'évaluation des contrats de partenariat avec la CAF, la MSA et l'État (contrat enfance jeunesse...).</li> </ul> </li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- La subvention à la micro crèche Aid'à dom à Mayenne.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jeunesse :               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ La coordination et/ou l'animation jeunesse et l'évaluation des contrats de partenariat avec la CAF, la MSA et l'État (CEJ, CTG Convention Territoriale Globale...)</li> <li>○ La gestion des ALSH accueils de loisirs à l'attention des jeunes de la fin de l'école élémentaire jusqu'au 18 ans sur les temps périscolaire et extra-scolaire</li> <li>○ La création et la gestion de lieux d'accueil jeunesse dans le cadre des ALSH jeunes                   <ul style="list-style-type: none"> <li>● Local jeune de Mayenne</li> <li>● Local jeune de Lassay</li> <li>● Espace jeune du pôle intercommunal culture et jeunesse de Lassay</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les activités itinérantes ou réalisées au sein de l'accueil de loisirs sans hébergement</li> <li>- le Point Information Jeunesse</li> </ul>
<p>9° Gestion d'équipements publics de proximité</p> <p>Gestion d'équipements et opérations en vue de l'attractivité des bassins de vie ruraux de proximité reconnus au sens de la définition de l'INSEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La Gendarmerie de Lassay-les-Châteaux</li> <li>- La Gendarmerie du Ribay</li> </ul>	

COMPÉTENCES	INTÉRÊT
10° Administration générale : - La formation des élus municipaux et intercommunaux.	
11° Service d'incendie et de secours - Actions en relation avec le SDIS 53 conformément aux textes en vigueur (loi 2007-811 du 13/08/2004 et dispositions réglementaires) : o Recouvrement du contingent d'incendie ; o Mise en œuvre de moyens opérationnels selon conventionnement avec le SDIS	
12° Autorité Organisatrice de la Mobilité à compter du 1er juillet 2021 en référence à la Loi d'Orientation des Mobilités du 24 décembre 2019	
13° Action sociale d'intérêt communautaire	<p>Sont reconnues d'intérêt communautaire : subvention de fonctionnement et mise à disposition de locaux</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Epicerie sociale de Mayenne portée par l'association Mayennaise d'insertion,</li> <li>• Epicerie sociale de Lassay portée par l'Association Sociale Intercommunale</li> <li>• Restos du cœur de Mayenne</li> <li>• La Croix rouge</li> </ul>
14° : Construction, aménagement, entretien et la gestion des équipements économiques d'intérêt communautaire	<p>Sont reconnus d'intérêt communautaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Hall des expositions (367 rue Volney, Mayenne)</li> <li>• La maison des alternants (9 rue de Grinhard, Mayenne)</li> </ul>

# Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 1<sup>er</sup> février 2024

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	54
Contre :	0
Pour :	49
Abstention :	5
Quorum :	30

L'an deux mille vingt-quatre, le 26 janvier, Monsieur Jean-Pierre LE SCORNET, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté en visioconférence ou au siège de Mayenne Communauté, 10 rue de Verdun – salle des conseils à 20 h.

## **Sont présents :**

### **En qualité de titulaires :**

M. LE SCORNET, *Président*, M. VALPREMIT, *1<sup>er</sup> Vice-Président*, M. SOUTIF, *2<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. TRANCHEVENT, *3<sup>ème</sup> Vice-Président (visio)*, Mme RONDEAU, *4<sup>ème</sup> Vice-Présidente*, M. COULON, *5<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BORDELET, *6<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. RAILLARD, *7<sup>ème</sup> Vice-Président*, Mme D'ARGENTRE, *8<sup>ème</sup> Vice-Présidente (visio)*, M. COISNON, *9<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. DELAHAYE, *10<sup>ème</sup> Vice-Président*, M. BONNET, *11<sup>ème</sup> Vice-Président*, MM. CHESNEAU, RENARD, LELIEVRE, SABRAN, Mme NEDJAAÏ (*visio*), MM. RIOULT LERICHE, MONTAUFRAY (*visio*), NEVEU, BETTON, CARRE, Mme FOURNIER, MM. TALOIS, GARNIER, PILLAERT (*visio*), Mme LANDEMAINE (*visio*), MM. BULENGER (*visio*), BRODIN, TRANSON, GIFFARD, Mmes SOULARD, LELIEVRE, M. REBOURS, Mme LEROUX, MM. NICOUX, GUERAULT, MOTTAIS, Mme JONES, M. TRIDON (*visio*), Mme ROUYERE, M. FAUCON, Mme GENEST.

### **En remplacement du titulaire absent :**

M. BEAUJARD donne pouvoir à M. CARRE  
M. MARIOTON donne pouvoir à M. LE SCORNET  
M. DOYEN donne pouvoir à M. VALPREMIT  
M. MOUTEL donne pouvoir à M. RENARD  
Mme THELIER donne pouvoir à Mme SOULARD  
M. PAILLASSE donne pouvoir à M. REBOURS  
Mme LEFOULON donne pouvoir à M. TALOIS  
Mme DESBOIS donne pouvoir à M. GUERAULT  
Mme SAULNIER donne pouvoir à M. BONNET  
Mme ES SAYEH donne pouvoir à Mme FOURNIER  
Mme LEBOURDAIS donne pouvoir à M. NICOUX

## **Excusés :**

M. BOITTIN, Mme GONTIER, MM. RIOULT, PECCATTE.

Mme RONDEAU a été désignée secrétaire de séance.

## **2 – Finances - Halle d'Athlétisme Subvention DETR-DSIL 2024**

### **M. SOUTIF expose :**

Mayenne Communauté a la volonté de construire une politique cohérente et structurée en matière de pratiques sportives sur son territoire. Le constat a été fait du besoin de se doter d'une halle d'athlétisme ayant pour objectif le maintien d'une pratique sportive tout au long de l'année tant pour les établissements scolaires (principalement les collèges et lycées), que pour le club d'athlétisme (CAM Athlétisme), ce dernier comptant plus de 560 adhérents (49 % de licenciés issus de Mayenne Communauté, 45 % licenciés ville de Mayenne, 6 % de licenciés extérieurs au territoire de EPCI).

Cette construction prendrait place au parc des sports, route d'Aron à Mayenne, ce complexe est doté de 10 terrains d'aire de grands jeux, d'un anneau d'athlétisme et d'aires de lancer, et de bâtiments répondant aux besoins des sportifs et des clubs. L'ensemble est paysagé et propose des espaces de balade et d'agrément très appréciés des habitants.

- Toutes les disciplines pouvant être pratiquées en salle y seront réalisables :
- 8 couloirs en ligne droite et 3 couloirs en anneau de 200 m permettent la course avec ou sans haie
  - des sautoirs seront aménagés pour le saut en longueur, en hauteur, à la perche et le triple saut
  - une cage permettra de pratiquer le lancer de poids indoor.

D'une dimension de 96 m x 46 m, soit une surface de plancher de 4 400 m² environ, cette salle s'appuiera sur une charpente en bois composée d'arcs en lamellé-collé, avec pour objectif une fabrication locale. Les toiles tendues translucides apportent beaucoup de luminosité et limite ainsi au maximum l'utilisation de l'éclairage LED. Les murs sont également en ossature bois.

Homologué par la Fédération Française d'Athlétisme, cet équipement pourra également accueillir des compétitions sportives départementales (voir régionales en catégories jeunes).

L'opération est également l'opportunité de réfléchir sur l'interaction du parc des sports, comme « lieux de vie » et d'anticiper les changements climatiques par des aménagements durables, tout en imaginant une construction « légère » et peu impactante sur l'environnement.

Le budget prévisionnel de cette opération est le suivant :

Coût estimatif de l'opération Pour être recevable, un dossier doit faire apparaître des montants identiques sur les devis ou l'APD, la délibération et le plan de financement				
Nature des dépenses les montants indiqués (sans arrondi) doivent être justifiés	Nom du prestataire	Montant (HT)	dont montant accessibilité	dont montant rénovation énergétique
<b>Maîtrise d'œuvre</b>			A proratiser le cas échéant	
Honoraires de maitrise d'œuvre (10%)		399 606,00 €		
Honoraires (OPC, CT, SPS...) (3%)		119 882,00 €		
<b>Études complémentaires / frais annexes</b>			A proratiser le cas échéant	
Programmation et AMO	NOGA	35 000,00 €		
Concours d'architecture		35 165,00 €		
Etudes complémentaires		40 000,00 €		
Assurances (2%)		79 921,00 €		
Aléas (5%)		235 282,00 €		
<b>Sous-total MOE/Études</b>		<b>944 856,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>Travaux ou acquisitions</b>			A détailler le cas échéant	
Installation chantier		59 941,00 €		
VRD/Espaces extérieurs		599 409,00 €		

Clos couvert		2 177 852,00 €		
Second œuvre		579 429,00 €		
Installations techniques		479 527,00 €		
Equipements et mobiliers		99 902,00 €		
Sous-total travaux ou acquisitions		3 996 060,00 €	0,00 €	0,00 €
COÛT TOTAL PRÉVISIONNEL (HT)		4 940 916,00 €	0,00 €	0,00 €
Ressources prévisionnelles de l'opération				
Financements	à préciser le cas échéant	sollicité ou acquis	Montant (HT)	Taux
Fonds européens				0,00%
DETR		Sollicité	240 000,00 €	4,86%
DSIL		Sollicité	2 918 641,00 €	59,07%
FNADT				0,00%
Autres aides État	ANS (plan 2024-2026 pas encore sorti)	Sollicité	100 000,00 €	2,02%
Conseil régional	Pas de ligne sectorielle	Sollicité	100 000,00 €	2,02%
Conseil départemental	Pas de ligne sectorielle	Sollicité	100 000,00 €	2,02%
EPCI				0,00%
Autre collectivité				0,00%
à préciser				0,00%
Sous-total aides publiques	Taux de financement public		3 458 641,00 €	70,00%
Autres aides non publiques				
à préciser				
Sous-total autres aides non publiques			0,00 €	
Part de la collectivité	Fonds propres		1 482 275,00 €	
	Emprunt			
	Crédit-bail ou autres			
	Recettes générées par le projet			
	Participation du maître d'ouvrage		1 482 275,00 €	30,00%
TOTAL RESSOURCES PRÉVISIONNELLES (HT)			4 940 916,00 €	

Considérant la validation du document stratégique « Mayenne Communauté : une nouvelle étape dans la coopération intercommunale » lors du conseil communautaire du 21 décembre 2023,

Considérant la volonté de la communauté de communes de construire une politique cohérente et structurée des pratiques sportives en définissant les équipements sportifs d'intérêt communautaire,

Considérant la délibération précédente portant la modification des statuts et de l'intérêt communautaire

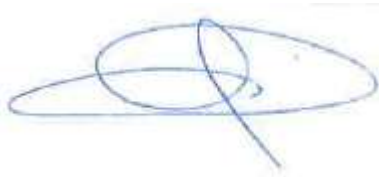
**Après délibération, le Conseil Communautaire, à la majorité (MM. MOTTAIS, TRIDON et FAUCON et Mmes JONES et ROUYERE s'étant abstenus) :**

- **approuve le plan de financement présenté ci-dessus**
- **autorise M. le Président à solliciter les subventions DETR et DSIL 2024 auprès des services de l'Etat et toutes autres subventions existantes**
- **l'autorise à réaliser toutes les démarches nécessaires à la réalisation de ce projet auprès des partenaires et des financeurs.**

Mayenne, le 1<sup>er</sup> février 2024

La secrétaire de séance,

Clémence RONDEAU



Le Président,

Jean-Pierre LE SCORNET

